
Projet QC-2024-07

Mise à jour annuelle statutaire 2024 du *Registre des entités visées par les normes de fiabilité*

Réseau en date du 1^{er} octobre 2024.

1 INTRODUCTION

1.1 Contexte réglementaire

Conformément à l'article 85.13 de la *Loi sur la Régie de l'énergie* (ci-après, la « Loi »), le Coordonnateur de la fiabilité au Québec (ci-après, le « Coordonnateur ») dépose à la Régie de l'énergie (ci-après, la « Régie ») pour approbation, le *Registre des entités visées par les normes de fiabilité* (ci-après, le « Registre »).

En suivi de la décision D-2018-149¹, le Coordonnateur a fixé le 1^{er} décembre de chaque année la date de mise à jour annuelle statutaire du Registre. La présente demande consiste en la mise à jour annuelle statutaire du Registre pour l'année 2024.

1.2 Contenu de la demande

La présente mise à jour vise à tenir compte, d'une part, des ajouts et modifications des informations des installations et des *entités visées* selon les changements survenus depuis la dernière mise à jour annuelle statutaire du Registre effectuée dans le cadre du dossier R-4245-2023². Ainsi, les modifications proposées par le Coordonnateur reflètent l'évolution du *réseau de transport* entre le 2 octobre 2023 et le 1^{er} octobre 2024.

Le Coordonnateur juge qu'il est approprié de procéder à une consultation publique afin de valider les modifications proposées auprès des *entités visées* concernées, de façon publique et transparente. Aussi, cela permet aux *entités visées* d'identifier d'autres modifications qui seraient requises au Registre, tels une modification du nom légal de l'entité ou le transfert d'une installation d'une entité à une autre.

Le présent dossier vise également à répondre à des ordonnances de la Régie, décrites dans le tableau suivant.

¹ Décision D-2018-149 de la Régie, consultée le 16 octobre 2024 au http://publicsde.regie-energie.qc.ca/projets/346/DocPrj/R-3952-2015-A-0062-Dec-Dec-2018_10_23.pdf

² Dossier R-4245-2023 de la Régie, consulté le 16 octobre 2024 au <https://www.regie-energie.qc.ca/fr/participants/dossiers/r-4245-2023>

Tableau 1 : Ordonnances de la Régie nécessitant une réponse dans le présent dossier

Décision	Paragraphe	Description	Réponse
D-2024-073	42	La Régie ordonne au Coordonnateur de déposer les motifs en vertu desquels découle le retrait des installations telles que listées à l'annexe A de la présente décision.	Voir la section 3.1.2 du présent document.
D-2024-073	49	La Régie ordonne au Coordonnateur de fournir les rôles et responsabilités des directions d'Hydro-Québec (entités visées HQ et HQCF), les organigrammes et listes d'unités en lien avec l'ensemble des fonctions en matière de fiabilité (fonctions de fiabilité de la NERC) remplies par l'entreprise Hydro-Québec, reflétant la nouvelle structure organisationnelle mise en place le 28 février 2022.	Voir la section 3.1.3 du présent document.
D-2023-128 D-2023-128R	71 (D-2023-128) 5 (D-2023-128R)	Selon la décision de rectification D-2023-128R : La Régie ordonne au Coordonnateur de déposer un rapport de suivi de la revue de performance de la Méthodologie lors du dépôt de la mise à jour annuelle du Registre prévue le 1 ^{er} décembre 2025.	Voir la section 3.1.4 du présent document.

2 MODIFICATIONS APPORTÉES AU REGISTRE

Le Coordonnateur présente aux sections et sous-sections suivantes, les modifications proposées au Registre dans le cadre de sa mise à jour annuelle statutaire de 2024.

2.1 Annexe A – Entités

2.1.1 Ajout à l'Annexe A

Le Coordonnateur propose l'ajout d'une *entité visée* au Registre à titre de *propriétaire d'installation de production (GO)* et d'*exploitant d'installation de production (GOP)*.

À titre informatif, le critère d'inscription d'un *GO* au Registre se lit comme suit :
« Au Québec, propriétaire d'une installation de production du *RTP* ».

De plus, le critère d'inscription d'un *GOP* au Registre se lit comme suit :
« Au Québec, exploitant d'une installation de production du *RTP* ».

Le tableau suivant présente la modification apportée au Registre.

Tableau 2: Entité ajoutée au Registre

Entité	Acronyme	Adresse	Fonction	Justification	Commentaires	Délai d'entrée en vigueur proposé
Parc éolien Apuiat S.E.C.	APUI	36, rue Lajeunesse, Kingsey Falls (Québec), JOA 1B0	GO, GOP	L'entité possède et exploite le parc éolien Apuiat dont la puissance nominale brute est supérieure à 75 MVA et est donc incluse dans le <i>réseau de transport principal (RTP)</i> par application de l'inclusion I4.	L'entité a une installation classée <i>RTP</i> .	Dès l'approbation du Registre par la Régie. Plus précisément à la même date que l'émission de la décision de conformité.

2.2 Annexe B – Installations de transport

Le Coordonnateur présente les modifications apportées à l'Annexe B – Installations de transport dans cette section. Les modifications sont séparées en deux (2) sous-sections : Ajouts d'installations et modifications d'installations.

2.2.1 Ajouts d'installations de transport à l'Annexe B

Le tableau suivant reflète les ajouts au Registre et au *RTP* proposés par le Coordonnateur.

Tableau 3 : Ajouts d'installation de transport dans le Registre

Entité	Installation	Motif de l'ajout au Registre	Application de la définition du RTP	Date d'entrée en vigueur proposée
HQ	Anjou	Le poste Anjou est une nouvelle installation exploitée à 315 kV. La mise en service est prévue en octobre 2024.	Principe de base	Dès l'approbation du Registre par la Régie. Plus précisément à la même date que l'émission de la décision de conformité.
	Chamouchouane	Une nouvelle portion du poste Chamouchouane à 161 kV a été mise en service en avril 2024.	Inclusion I1	
	L3017	La <i>ligne L3017</i> est une nouvelle <i>ligne de transport</i> exploitée à 315 kV. La mise en service est prévue en octobre 2024.	Principe de base	
	L3050	La <i>ligne L3050</i> est une nouvelle <i>ligne de transport</i> exploitée à 315 kV. La mise en service est prévue en octobre 2024.	Principe de base	
	L3217	La <i>ligne L3217</i> est une nouvelle <i>ligne de transport</i> exploitée à 315 kV. La mise en service est prévue en octobre 2024.	Principe de base	
	L3218	La <i>ligne L3218</i> est une nouvelle <i>ligne de transport</i> exploitée à 315 kV. La mise en service est prévue en octobre 2024.	Principe de base	
	L3221	La <i>ligne L3221</i> est une nouvelle <i>ligne de transport</i> exploitée à 315 kV. La mise en service est prévue en octobre 2024.	Principe de base	
	L3222	La <i>ligne L3222</i> est une nouvelle <i>ligne de transport</i> exploitée à 315 kV. La mise en service est prévue en octobre 2024.	Principe de base	
	Paugan	Le poste Paugan est un poste <i>RTP</i> . Il est distinct du poste de départ de la centrale Paugan. Afin d'éviter toute confusion	Inclusion I6	

Entité	Installation	Motif de l'ajout au Registre	Application de la définition du RTP	Date d'entrée en vigueur proposée
		quant à son applicabilité aux <i>normes de fiabilité</i> , le Coordonnateur propose d'ajouter ce poste au Registre.		
	Rapides-Farmers	<i>Idem</i> au poste Paugan.	Inclusion I6	

2.2.2 Modifications d'installations de transport à l'Annexe B

Le tableau suivant reflète les modifications à l'annexe B d'installations de transport actuellement inscrites au Registre et incluses dans le *RTP*.

Tableau 4 : Modifications apportées aux installations de transport dans le Registre

Entité	Installation	Description de la modification	Motif de la modification	Délai d'entrée en vigueur proposée
HQ	Mauricie	Retrait du niveau de tension <i>RTP</i> de 230 kV	Seule la tension à 315 kV est applicable au <i>RTP</i> pour ces postes (principe de base). La tension de 230 kV n'a pas été retirée par simple oubli lors du dossier R-4190-2022.	Dès l'approbation du Registre par la Régie. Plus précisément à la même date que l'émission de la décision de conformité.
	Rimouski			
	Rivière-du-Loup			
	Chibougamau	Remplacement du niveau de tension de 120 kV par 161 kV à la colonne « Niveaux de tension applicables <i>RTP</i> (kV) ».	Après vérification, il appert que la tension au poste Chibougamau est de 161 kV plutôt que 120 kV.	

	Bout-de-l'île	Remplacement du niveau de tension de 25 kV par 26 kV à la colonne « Niveaux de tension applicables RTP (kV) ».	La tension de 26 kV est utilisée pour l'appareillage visé par l'inclusion I5 de la définition du RTP au poste Bout-de-l'île. La tension de 25 kV dans ce poste est utilisée pour des besoins de distribution d'électricité. Ainsi, pour éviter toute confusion, il est préférable de préciser le bon niveau de tension visé par le RTP.	
--	---------------	--	---	--

2.3 Annexe C – Installations de production

Le Coordonnateur présente les modifications apportées à l'Annexe C – Installations de production du Registre dans cette section. Les modifications sont séparées en deux (2) sous-sections : Ajouts d'installations et modifications d'installations.

2.3.1 Ajout d'installation de production à l'Annexe C

Le tableau suivant reflète l'ajout d'une installation de production au Registre et au RTP à l'Annexe C.

Tableau 5 : Installation de production ajoutée au Registre

Entité	Installation	Motif de l'ajout au Registre	Application de la définition du RTP	Délai d'entrée en vigueur proposé
APUI	Apuiat	L'installation possède une puissance nominale brute de 223,4 MVA et est incluse dans le RTP. La mise en service est prévue en décembre 2024.	Inclusion I4	Dès l'approbation du Registre par la Régie. Plus précisément à la même date que l'émission de la décision de conformité.

2.3.2 Modification d'installation de production à l'Annexe C

Le tableau suivant reflète les modifications apportées à l'Annexe C pour les installations de production actuellement inscrites au Registre.

Tableau 6 : Modifications d'installations de production apportées au Registre

Entité	Installation	Description de la modification	Motif de la modification	Délai d'entrée en vigueur proposé
HQ	Manic-1	Ces centrales ne sont pas <i>raccordées au RTP</i> .	Il s'agit d'une modification omise lors du dossier R-4190-2022. La modification au Registre est donc la correction d'une erreur d'écriture.	Dès l'approbation du Registre par la Régie. Plus précisément à la même date que l'émission de la décision de conformité.
SCHM	McCormick			

3 AUTRES MODIFICATIONS OU SUIVIS

3.1.1 Date d'entrée en vigueur des obligations de conformité pour les installations de production nouvellement raccordées au RTP

Dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle Méthodologie d'identification des éléments du *réseau de transport principal* (la « Méthodologie ») au dossier R-4190-2022, les centrales énoncées au tableau 7 de la présente section ont changé de statut, passant de centrales *non raccordées au RTP* à *raccordées au RTP*. Ce changement était effectif au Registre qui a été approuvé par la Régie par sa décision D-2023-128.

Or, la modification de ce statut a un impact sur l'application de *normes de fiabilité*, telle que la *norme de fiabilité* PRC-026 qui prévoit, en son annexe Québec, des exemptions pour les installations de production *non raccordées au RTP*. En outre, les centrales nouvellement inscrites en tant que « *raccordées au RTP* » sont désormais visées par des exigences de *normes de fiabilité* qui ne s'appliquaient pas lorsqu'elles étaient inscrites comme « *non raccordées au RTP* ».

Dans le cadre du dossier R-4190-2022 et dans le plan de mise en œuvre de la Méthodologie³, l'intention du Coordonnateur était que toute nouvelle obligation de conformité associée à des éléments nouvellement inclus dans le *RTP* débiterait au 1^{er} juillet 2025. Toutefois, les centrales ci-dessous, bien que déjà incluses dans le *RTP* avant la décision D-2023-128, sont soumises à de nouvelles obligations en raison de leur nouveau statut en tant que *raccordées au RTP* et n'ont explicitement eu aucun délai pour se conformer à ces nouvelles obligations.

Ainsi, le Coordonnateur est d'avis que les installations nouvellement *raccordées au RTP*, comme présenté au tableau ci-dessous, par souci de cohérence et d'équité entre les *entités visées*, doivent avoir le statut de « *raccordée au RTP* » effectif seulement au 1^{er} juillet 2025.

³ Plan de mise en œuvre de la Méthodologie, consulté le 17 octobre 2024 au <https://www.hydroquebec.com/data/transenergie/pdf/plan-mise-en-oeuvre-rtp-fr.pdf>

Tableau 7 : installations nouvellement raccordées au RTP

Entité	Installation de production nouvellement <i>raccordée au RTP</i>
ÉLL	High Falls
HQ	Chelsea
	Paugan
	Première-Chute
	Rapide-des-Quinze
	Rapide-des-Îles
	Rapides-Farmers
RTA	Chute-des-Passes

Pour ces installations, à la colonne « Particularités » de l'Annexe C du Registre, le Coordonnateur propose d'inscrire la note « Le statut d'installation *raccordée au RTP* prend effet le 1^{er} juillet 2025. ».

De plus, le titre de la colonne « *raccordée au RTP* » à l'Annexe C du Registre n'est pas en italique, malgré que ce terme soit défini au Glossaire des termes et acronymes relatifs aux normes de fiabilité⁴. À cet effet, le Coordonnateur propose d'inscrire le titre de cette colonne en italique pour la version française et propose l'ajout du mot « the » à la version anglaise pour refléter de façon appropriée le terme.

3.1.2 Suivi du paragraphe 42 de la décision D-2024-073

Au paragraphe 42 de la décision D-2024-073⁵, la Régie ordonne au Coordonnateur de déposer les motifs en vertu desquels découle le retrait des installations telles que listées à l'annexe A de la décision précitée.

Les retraits d'installations du Registre présentés à l'annexe A de la décision D-2024-073⁶ découlent de l'application de la Méthodologie dont la Régie a pris acte par sa décision D-2023-128⁷. Ces installations ne sont plus incluses dans le *RTP* ou l'information concernant leur inscription se retrouve à un endroit différent au Registre. Par exemple, pour les postes de départ,

⁴ Glossaire des termes et acronymes relatifs aux normes de fiabilité, consulté le 18 octobre 2024 au <https://www.regie-energie.qc.ca/fr/entites-visees/glossaire-des-termes-et-des-acronymes-relatifs-aux-normes-de-fiabilite>

⁵ Décision D-2024-073, par. 42 de la Régie, consultée le 17 octobre 2024 au https://www.regie-energie.qc.ca/fr/participants/dossiers/R-4245-2023/doc/R-4245-2023-A-0010-Dec-Dec-2024_07_19.pdf

⁶ Décision D-2024-073, Annexe A de la Régie, consultée le 17 octobre 2024 au https://www.regie-energie.qc.ca/fr/participants/dossiers/R-4245-2023/doc/R-4245-2023-A-0010-Dec-Dec-2024_07_19.pdf

⁷ Décision D-2023-128 de la Régie, consultée le 17 octobre 2024 au https://www.regie-energie.qc.ca/fr/participants/dossiers/R-4190-2022/doc/R-4190-2022-A-0031-Dec-Dec-2023_11_06.pdf

il est possible de déterminer si un poste de départ est inclus dans le *RTP* à partir du réseau raccordé à l'installation de production (*RTP* ou non).

3.1.3 Suivi du paragraphe 49 de la décision D-2024-073

Au paragraphe 49 de la décision D-2024-073⁸, la Régie ordonne au Coordonnateur de déposer les rôles et responsabilités des directions d'Hydro-Québec (entités visées HQ et HQCF), les organigrammes et listes d'unités en lien avec l'ensemble des fonctions en matière de fiabilité (fonctions de fiabilité de la NERC) remplies par l'entreprise Hydro-Québec, reflétant la nouvelle structure organisationnelle mise en place le 28 février 2022.

Or, le Coordonnateur soumet à la Régie que ces informations ont été déposées à la Régie dans le cadre du suivi administratif de la décision D-2007-142 faisant suite à la lettre de la Régie du 12 juillet 2024⁹. De plus, les organigrammes sont présentés dans le rapport annuel 2022 sur l'application du Code de conduite du Coordonnateur de la fiabilité¹⁰.

3.1.4 Suivi du paragraphe 71 de la décision D-2023-128

Le Coordonnateur juge approprié de faire un suivi du paragraphe 71 de la décision D-2023-128¹¹ puisque dans sa décision D-2024-073, par. 38¹², la Régie fait mention du paragraphe 71 de la décision D-2023-128 sans faire référence à la décision de rectification. Ainsi, le Coordonnateur souhaite retirer toute possibilité de confusion quant à l'échéancier de dépôt de la revue de performance sur la Méthodologie.

En effet, comme précisé dans la première décision rectifiée D-2023-128R¹³, la revue de performance sur la Méthodologie sera déposée à la Régie lors de la mise à jour annuelle statutaire du Registre de 2025.

Cette date est toujours d'actualité selon le Coordonnateur puisque l'autodéclaration annuelle des *entités visées* entre en vigueur au mois de juin 2025 et que les obligations de conformité associées aux *éléments* nouvellement inclus dans le *RTP* entreront en vigueur le 1^{er} juillet 2025. Ainsi, la

⁸ Décision D-2024-073, par. 49 de la Régie, consultée le 17 octobre 2024 au https://www.regie-energie.qc.ca/fr/participants/dossiers/R-4245-2023/doc/R-4245-2023-A-0010-Dec-Dec-2024_07_19.pdf

⁹ Voir l'annexe D – Liste des Directions, rôles et responsabilités, déposée le 29 août 2024 dans le cadre du suivi administratif faisant suite à la lettre de la Régie du 12 juillet 2024. Consulté au https://www.regie-energie.qc.ca/storage/app/media/Suivis/SuiviD-2007-142/20240829_13_AnnexeD_V2_Liste_directions_roles_et_responsabilites.pdf

¹⁰ Rapport annuel 2022 sur l'application du Code de conduite du Coordonnateur de la fiabilité. Consulté au https://www.regie-energie.qc.ca/storage/app/media/Suivis/SuiviD-2007-142/20230619_RapportAnnuel2022_CCCFdigne.pdf

¹¹ Décision D-2023-128, par. 71 de la Régie, consultée le 17 octobre 2024 au https://www.regie-energie.qc.ca/fr/participants/dossiers/R-4190-2022/doc/R-4190-2022-A-0031-Dec-Dec-2023_11_06.pdf

¹² Décision D-2024-073, par. 38 de la Régie, consultée le 17 octobre 2024 au https://www.regie-energie.qc.ca/fr/participants/dossiers/R-4245-2023/doc/R-4245-2023-A-0010-Dec-Dec-2024_07_19.pdf

¹³ Première décision D-2023-128R, par. 5 de la Régie, consultée le 17 octobre 2024 au https://www.regie-energie.qc.ca/fr/participants/dossiers/R-4190-2022/doc/R-4190-2022-A-0032-Dec-Dec-2023_11_15.pdf

revue de performance pourra prendre en compte l'autodéclaration annuelle et l'entrée en vigueur des nouvelles obligations de conformité.

4 CONCLUSION

Considérant la forme relativement simple des modifications proposées au présent dossier, le Coordonnateur est d'avis qu'il n'est pas nécessaire de fournir une attestation de traduction pour celles-ci.

Pour conclure, le Coordonnateur est d'avis que les modifications proposées au Registre sont conformes aux dispositions de la Loi, aux ordonnances pertinentes de la Régie, et qu'elles contribuent au bon fonctionnement du régime obligatoire de la fiabilité au Québec.